

Tribune socialiste

N° 390 | 28 NOVEMBRE 1968 | PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.

Le pourrissement

Jean-Marie Vincent

Le régime pourrait sur pied. C'en est fini de sa stabilité et de sa sûreté apparentes. Rien ne semble lui réussir aujourd'hui. Il se lance dans une politique d'expansion après la dure secousse de mai en accordant d'énormes facilités aux capitalistes. Las ! Ces mêmes capitalistes n'hésitent pas à saper cette politique en spéculant sur le franc, parce qu'ils n'apprécient pas les projets de « participation », c'est-à-dire

essentiellement les projets pourtant bien timorés sur les droits syndicaux dans l'entreprise.

Essaye-t-on de les raser en faisant donner « l'aigle » Marcellin contre la subversion internationale, ils en concluent logiquement que tout ne va pas pour le mieux et que le mouvement de mai, malgré ses divisions, représente toujours une force non négligeable. Naturellement les capitaux continuent à fuir par tous

les canaux disponibles. Le général fait-il savoir solennellement que le franc ne sera pas dévalué le 13 novembre, personne apparemment ne veut le croire dans les milieux dits bien informés et la spéculation continue de plus belle. Certes les bruits de réévaluation du mark, la visite de Henry Fowler à Bonn, ont joué un rôle non négligeable dans les attaques contre le franc, mais la réalité

(suite page 3)

Le dossier de la crise

Autour des droits syndicaux

Christophe Fetet

Le ghetto des travailleurs de couleur

Frédéric Ivor Case

Radicaux : le slalom

Gilbert Hercet

Les films de mai

Jean-Paul Fargier

LES POINGS SUR LES I Le défi démystifié

Lorsque M. Jean-Jacques Servan-Schreiber — J.J.S.S. pour le Tout-Paris ! — publia « Le Défi américain », la France entière s'arrêta de respirer. Ne venait-elle pas de découvrir qu'en son sein elle nourrissait un grand penseur. La grande presse, la radio, la publicité, et le snobisme concoururent à faire de cet ouvrage un best-seller. A la fortune du sémillant directeur de « L'Express » s'ajoutèrent d'intéressants droits d'auteur.

Pour M. Servan-Schreiber, souvenons-nous en, le problème était simple : pour pouvoir exister face aux Etats-Unis, l'Europe devait emprunter à ceux-ci leurs méthodes. J.J.S.S. admire les Etats-Unis. Il suffit de lire la préface qu'il a donnée au recueil de discours de Ted Kennedy pour mesurer la force de cet amour. Citoyen d'une France qui pue le passé increvable, qui s'empêtre dans ses souvenirs de gloire, qui cultive l'imagerie d'Epinal, qui a bien du mal à s'intégrer au siècle de l'atome, J.J.S.S. exprimait une juste révolte. Une révolte qui est partagée par des centaines de milliers de techniciens, de cadres, de cols blancs adeptes d'un néo-scientisme dont d'idole se nomme technique.

J.J. S.S. condamnait à juste titre une gauche qui semble surgir d'un Musée d'anciens combattants. Il désignait du doigt comme il faut les vieilleries à tuer.

Pouvions-nous lui reprocher d'ignorer la lutte des classes, de n'être pas un authentique socialiste, d'oublier le capitalisme ? Personnellement, nous ne sommes pas de ceux qui confondent J.J. S.S. et « Che » Guevara.

Mais — fait plus grave — J.J. S.S. ne nous disait pas sur quoi reposait « le défi américain ». De ce fait, il dénaturait le débat, faussait le problème.

Aujourd'hui, un livre répond au « défi américain ». Curieusement, la publicité, la radio, la grande presse se taisent ou parlent à mi-voix. En effet, l'Empire américain de Claude Julien, du « Monde », a la force d'un explosif. Il réduit à néant la « pensée » de M. Servan-Schreiber. En toute simplicité, Cl. Julien rappelle et montre que si les Etats-Unis sont devenus ce qu'ils sont, c'est grâce à leur « empire ». En pillant le monde entier (cerveaux dans les nations développées, richesses naturelles dans les pays sous-développés) ils ont accumulé les formidables moyens nécessaires à leur gigantesque essor. Certes, il ne s'agit pas de nier les qualités de l'homme américain, lesquelles ont largement contribué à cet essor. Mais il n'empêche que la vérité de base réside dans « l'impérialisme » des U.S.A. On ne saurait considérer les techniques de développement pour elles-mêmes. Ces techniques sont le produit de la réalité capitaliste et impérialiste américaine.

L'Europe peut « imiter » les U.S.A. Elle ne saurait conquérir leur dimension. A moins de prétendre devenir le « 1^{er} gendarme du monde ». Le « défi américain », par-delà les structures industrielles formidables, le haut niveau de vie, c'est d'abord et avant tout le napalm au Vietnam, les Bêrets Verts en Amérique latine, la misère dans les ghettos noirs, l'assassinat de tous ceux qui combattent pour un monde de justice et de liberté.

André LAUDE

Autour des droits syndicaux

Judi, M. Maurice Schumann, ministre des Affaires sociales, avait à peine présenté à la commission de l'Assemblée nationale son projet de loi sur les droits syndicaux que deux fédérations patronales publièrent des communiqués le dénigrant. Pour la fédération de la mécanique et le syndicat de la construction électrique, ce projet donne des pouvoirs exorbitants aux syndicalistes, mettant en cause la bonne marche des entreprises.

Ces condamnations violentes donnaient son véritable sens au communiqué publié par le C.N.P.F. quelques heures avant l'intervention de M. Couve de Murville à la télévision, communiqué qui rejetait « les projets aberrants propres à ruiner l'efficacité des entreprises et la foi dans l'avenir ». M. Huvelin eut beau préciser que cela concernait seulement certains projets de participation, il n'en restait pas moins clair que comme l'écrivait « La Nation » de vendredi, le patronat s'est livré à une opération de chantage sur les droits syndicaux.

Ce projet est-il donc si effrayant pour les milieux patronaux ? Assurément, il comporte pour les travailleurs de nombreux aspects positifs : le fait syndical est reconnu dans l'entreprise, la section syndicale est reconnue dans l'entreprise, objectif que cherchaient à atteindre les syndicats depuis 1884.

Cependant toute la loi est un habile dosage entre les demandes syndi-

cales et les réticences patronales. La loi ne s'appliquera qu'aux entreprises occupant plus de cinquante salariés : environ trois millions de travailleurs resteront dans le ghetto des petites entreprises. De plus, si un délégué syndical est reconnu dans les entreprises de cinquante à cent salariés, il ne disposera ni de crédits d'heures ni de local pour sa section : ce sera donc un délégué sans moyens. De 1.000 à 10.000 salariés, le nombre des délégués et des suppléants reconnus croît par étape de 2 à 5. Ce nombre de délégués est reconnu à toute section syndicale sans tenir compte de sa représentativité relative dans l'entreprise : par exemple un syndicat C.G.C. de 20 membres pourra avoir dans une grande entreprise cinq délégués et cinq suppléants tout comme par exemple le syndicat C.G.T. qui aurait 1.000 adhérents.

Les organisations syndicales nationales ne sont pas parvenues également à s'assurer le monopole du bénéfice de cette loi. Certes toute section rattachée à une de ces cinq confédérations bénéficiera de la reconnaissance automatique. Mais la loi s'étend à tout syndicat représentatif dans l'entreprise.

Au point de vue des conditions pratiques de l'activité syndicale, la collecte des cotisations, le travail de propagande peuvent se pratiquer à l'intérieur des entreprises, mais en dehors des temps et des locaux de travail. Tous les mois, la section peut rassembler une fois ses adhérents dans les mêmes conditions. L'affichage se fait sur des panneaux placés après accord avec le chef d'entreprise, et avec communication simultanée à celui-ci.

Ce qui choque particulièrement dans ce projet de loi est que rien n'est prévu pour les jeunes travailleurs. Le délégué syndical devra être âgé de vingt et un ans. Ainsi les jeunes travailleurs ne disposant pas des mêmes droits que les étudiants et même les lycéens, on les craint tant qu'on les isole dans un « apartheid légal ».

Cependant tel qu'il est, le projet Schumann, il faut le reconnaître, est positif. Mais deux questions demeurent : dans quel état sortira-t-il de l'Assemblée nationale ? Comment,

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche
Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Michèle Descolanges, Jacques Ferlus, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Rédaction
81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20
C.C.P. 58 26 65

Abonnements
6 mois 18 F
1 an 35 F
de soutien, à partir de 70 F

Publicité générale au Siège
de l'administration
Directeur de la Publication :
Guy Degorce

Ce numéro est tiré à :
24.400 exemplaires

MORIAME - PARIS 1968

dans quel esprit, sera-t-il appliqué ? Il est à craindre que le patronat ne lève le ban et l'arrière ban de « ses » députés pour déposer des amendements qui tronquent les aspects positifs du projet. La tâche du patronat sera d'autant plus facilitée que pour réussir son plan de redressement le gouvernement a besoin de lui. Dès maintenant la question se pose : y-a-t-il ce dernier week-end un marchandage entre le gouvernement et le patronat ? Le gouvernement poursuivra-t-il ses projets sociaux ?

Enfin, la loi une fois votée, dans quel esprit sera-t-elle appliquée ? Il faut reconnaître que M. Maurice Schumann paraît décidé à le faire dans un esprit libéral, et pour cela il compte sur la magistrature sociale qu'il entend créer. Mais là, on retrouve la question précédente : M. Schumann pourra-t-il réaliser dans les prochains mois ce projet ? Il est impossible de répondre d'une manière péremptoire à ces questions, d'autant que le gouvernement sera pris entre deux exigences contradictoires : compenser dans l'esprit des travailleurs les effets de l'austérité par la poursuite des projets sociaux. Abandonner ceux-ci pour rassurer définitivement le patronat et réussir le plan de redressement du franc. □

Librairie de Tribune Socialiste

Tous ces livres sont en vente à la Librairie de Tribune Socialiste

EDITIONS DU SEUIL :

- Le devoir de violence, de Yambo Ouologuem (Prix Renaudot) .. 15,00 F
- Le Printemps de Prague, de Pavel Tigríd 18,00 F
- Le Gauchisme remède à la maladie sénile du communisme, de Cohn Bendit 15,00 F
- La conquête des pouvoirs, de Gilles Martinet 15,00 F
- Le socialisme difficile, par A. Gortz 16,00 F
- Quelle Université ? Quelle Société ? 9,00 F
recueil de textes issus de la réflexion étudiante en mai 68
- La fin de l'utopie, d'Herbert Marcuse 8,50 F
Marcuse à la portée de tous.

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES :

- La conception matérialiste de la question juive, de A. Léon.
Avec des textes de L. Trotsky, E. Germain, I. Deutscher, préface de M. Rodinson 16,20 F

— Pour tout envoi postal, envoi franco (sans ristourne).

— Pour tout achat au siège de T.S. : ristourne 10 %.

— Adresser les commandes à T.S. 54, Bld. Garibaldi Paris 15^e. Paiement à la commande par chèque postal ou bancaire CCP T.S. 58 26 65 Paris.

Spécial Réforme régionale

La semaine prochaine, numéro spécial sur la Réforme régionale. Passez vos commandes à Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, Paris-15^e. C.C.P. 58.26.65.

Le pourrissement

(suite de la première page)

profonde à la base de toute l'affaire, c'est la crise de confiance entre le régime et ses soutiens capitalistes.

Effectivement les milieux capitalistes n'ont pas oublié que le régime avait été surpris par le mouvement de mai, qu'il avait rendu l'explosion encore plus violente en réagissant à contre-temps et en multipliant les fausses manœuvres. Sans doute le rétablissement du moins de juin avec les élections fut-il relativement spectaculaire, mais les cercles dirigeants attendaient du gaullisme qu'il transformât ses méthodes de gouvernement. Dans l'esprit de nos grands financiers et capitalistes, l'U.D.R. devait cesser d'être une simple courroie de transmission des volontés ou des humeurs de l'Élysée pour devenir une grande formation conservatrice bien implantée dans le pays, afin d'être capable d'affronter politiquement la situation, c'est-à-dire d'être capable de prévoir et de prévenir des dangers de tous ordres. De même le premier ministre devait cesser d'être un simple exécutant de la politique du « grand homme » pour devenir le véritable animateur d'un collectif de ministres responsables. Or, bien entendu, sur sa lancée plébiscitaire des élections le général n'a tenu aucun compte de ces préoccupations et de ces aspirations. L'U.D.R. est restée un conglomérat politique amorphe privé de la possibilité d'influencer la politique gouvernementale, tout juste capable de grogner de façon réactionnaire et de manifester sa frousse devant les étudiants et les lycéens.

L'« homme montant » de notre bonne bourgeoisie, Georges Pompidou, a été remercié sans autre forme de procès et n'a même pas eu la permission de s'affirmer comme un leader parlementaire de la majorité (l'exemple de Giscard aurait dû l'ins-

truire). En somme le régime restait toujours aussi bonapartiste essayant de jouer hors tout contrôle tantôt de la carotte et du bâton, de « la participation » et de la répression, pour suppléer l'absence de relais politiques sérieux dans l'opinion bourgeoise et populaire. On pouvait continuer à craindre dans les beaux quartiers qu'il continuât à donner de grands coups de barres tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, malgré la cessation des polémiques anti-américaines. Au-delà des raisons conjoncturelles c'est là qu'il faut trouver l'origine profonde de la crise.

La réponse provisoirement donnée par le général de Gaulle aux difficultés monétaires et économiques dans son discours du 24 novembre 1968 est typique. Après avoir laissé ses ministres et le terne Couve de Murville se ridiculiser, il a choisi de refuser la dévaluation qui avait les faveurs du grand capital, mais risquait de le discréditer et de le rendre un peu plus prisonnier. Mais, bien évidemment, ce n'est pas pour autant qu'il s'est soucié du sort des masses populaires.

Toutes les mesures annoncées (une forme ou une autre de blocage des salaires, réduction des investissements publics, hausse des tarifs des services publics) laissent présager une forte ponction sur le niveau de vie des travailleurs. Par contre on jette en pâture aux grandes entreprises des allègements fiscaux et aux politrons de la moyenne bourgeoisie provinciale les refrains des grands jours sur l'ordre public. On fait en outre miroiter au grand capital international un rapprochement accéléré avec les États-Unis qui a pour but de faire passer la pilule amère du contrôle des changes et des difficultés consé-

cutives du Marché commun. Tant il est vrai que si le gaullisme a des difficultés avec les capitalistes, il ne peut rompre le cordon ombilical qui le relie à eux. Encore une fois il apparaît que les rodomontades des gaullistes de gauche, prophétisant à chaque occasion une grande offensive contre le capitalisme ne sont que du vent.

Pour le mouvement ouvrier et socialiste la situation est donc claire. Il n'a pas à attendre des gaullistes une lutte sérieuse contre le jeu capitaliste, pas plus qu'il n'a à s'allier aux cercles anti-gaullistes du capital pour se débarrasser du régime de l'Élysée. Contre lui ces deux forces sont toujours promptes à s'allier et il est à parier que si les manœuvres des puissants de l'économie pour rendre le général plus souple se développent, elles n'iront jamais jusqu'à préconiser à visage découvert le renversement du système.

Et si les difficultés internes du camp capitaliste sont autant d'occasions pour que les socialistes authentiques interviennent, ils ne peuvent le faire avec profit que sur une base très claire : défense des intérêts des travailleurs, lutte résolue pour accentuer les contradictions du régime, pour l'affaiblir et le renverser grâce à la formation d'un grand mouvement de masse.

Dix ans de gaullisme et de confusion de la gauche ont détourné beaucoup de travailleurs de l'action politique ; il ne s'agit pas de tenter, ce qui est une tâche impossible, de les réintéresser aux vieilles joutes parlementaires, mais de leur donner dans le prolongement de mai un nouvel espoir. Sur les thèmes du contrôle ouvrier et de la défense des droits syndicaux, sur les thèmes d'un gouvernement de transition vers le socialisme, il est possible de les mobiliser. Ne perdons pas un instant. □

Communiqué du Bureau National

Le Général de Gaulle a choisi. Les responsables de la crise n'étant pas comme on aurait pu le croire les spéculateurs, mais les travailleurs qui avaient eu le tort de défendre leurs droits, ceux-ci feront les frais de la nouvelle politique. Pas de dévaluation, c'est une volonté d'austérité. Elle s'adresse d'abord aux salariés. Les prix vont monter, mais pas les salaires. On réduit l'équipement, ce qui veut dire plus de chômage.

Et si les travailleurs ont la prétention de

penser que d'autres choix étaient possibles, et de le dire dans les formes que permettent nos libertés traditionnelles, ils sont avertis : la répression s'abattra sur eux.

Mais le gaullisme, félicité par Johnson, abandonnera ses objectifs, son plan, sa diplomatie. C'est la faillite d'un régime politique et d'un système économique. Et les gens sensés comprennent de mieux en mieux que leur remplacement ne peut se faire qu'à partir des solutions socialistes. □

24 novembre 68, 20 h.

DÉMARCHE SECRÈTE...

Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U., s'est rendu cette semaine à la tête d'une délégation de notre parti à Belgrade, à l'invitation de la Ligue des Communistes Yougoslaves.

Cette démarche est bien entendu secrète. Tout comme son voyage à Alger, le 1^{er} novembre, pour les fêtes de l'Indépendance algérienne, que nous avons annoncé dans T.S. n° 388.

Nous sommes d'autant plus heureux de signaler ces démarches secrètes, qu'elles permettent à la fois au dernier commis de Marcellin de faire du zèle, et de vendre à son ministre des informations qui n'en sont pas, et à des journalistes de vendre la prose du ministère de l'Intérieur à leur journal, pour faire vrai, pour faire informé.

En clair, après « Valeurs Actuelles » et « Minute », l'« Express », sous la signature de Jacques Derogy, feint de croire que chacun des voyages des membres du B.N., constitue un des éléments du complot international que Marcellin souhaite pour justifier l'effondrement de la politique du règne gaulliste.

Cela veut dire que le régime tente une provocation à notre égard, et trouve de singuliers complices.

Vous voilà tous prévenus. Mais peu inquiets. Le P.S.U. fera face à ses tâches. Et le ministre et ses informateurs y perdront ce qui leur reste. La face.

Christian GUERCHE

PRIX
RENAUDOT

YAMBO
OUOLOGUEM
LE
DEVOIR
DE
VIOLENCE

«Voici peut-être le premier roman africain digne de ce nom.»
Matthieu Galey - LE MONDE
...d'un exceptionnel intérêt littéraire."
R. Kanters - FIGARO LITTÉRAIRE

15 F **SEUIL**

Congrès Radical

Médaille d'or du slalom politique

Gilbert Hercet

Le 65^e congrès du parti républicain radical et radical-socialiste se réunissait ce week-end. Bizarre assemblée : une vingtaine de jeunes, perdus au milieu de deux cents messieurs, gentils et chauves, arrivant avec *L'Aurore* sous le bras et échangeant leurs souvenirs avec de vieux amis retrouvés. On ne saurait jurer cependant qu'Edouard Daladier et Georges Bonnet parlaient de Munich, ni Félix Gaillard de Sakhiat-Sidi-Youssef, ni Gabriel Peronnet de son récent voyage en Grèce.

Les conversations de couloir tournaient plutôt autour de la choucroute ou de la gigue de chevreuil du précédent déjeuner. Et puis, entre deux banquets, on parle aussi politique, dans la meilleure tradition rad-soc.

Vive le centre gauche !

Le principal problème à l'ordre du jour était celui de l'éventuelle fusion des « familles » de la F.G.D.S. Le parti radical, on le sait, ne veut point de cette fusion. Que les autres — socialistes et conventionnels — fusionnent s'ils le désirent. Les radicaux souhaitent maintenir avec eux des liens organiques certes, mais confédéraux tout au plus. On souhaite place de Valois être ouvert également du côté des « républicains du progrès », entendez les amis « centristes » de Jacques Duhamel.

Les considérants par lesquels les radicaux ont justifié cette position sont électoraux. Le grand parti radical d'antan n'a plus que 13 députés et s'en inquiète. Il en tire les conséquences logiques. Si au conseil national S.F.I.O., on avait pu parler du mouvement de mai 68, la discrétion à ce sujet a été plus grande encore au congrès radical. Tout au plus Pierre Brousse, sénateur, maire de Béziers, secrétaire général du parti, énumérait-il ce qu'il pense être les causes de ce « coup de tonnerre » : « *Le poids de la sclérose de l'Université, aggravée par le refus de la jeunesse d'accepter la gratuité de l'autorité et l'échec gaulliste à franchir,*

dans des conditions rendues convenables par l'équipement du pays et la construction réelle de l'Europe, le seuil de 1965 marqué par l'arrivée des classes nombreuses de l'après-guerre à l'âge du travail. »

Sur l'état de la F.G.D.S., la plupart des orateurs ont eu des mots justes. On peut d'ailleurs rendre cet hommage au parti radical : il n'a jamais, lui, cherché à donner une fausse image de la F.G.D.S. ; il n'a jamais prétendu que c'était une vraie fédération, il n'a jamais dit que le programme du 14 juillet 1966 était authentiquement socialiste, il n'a jamais affirmé que la fusion était le but ultime de l'entreprise ; il n'a jamais considéré, Maurice Faure le disait encore samedi, que l'alliance avec le P.C.F. était autre chose qu'un pacte électoral sans engagement pour la suite. Michel Crepeau, l'étoile montante du parti, le notait clairement : « *Les alliances, c'est un problème de tactique qui se décide sur le champ de bataille au dernier moment.* »

Le parti radical a toujours vu la F.G.D.S. comme elle était. Il s'en contentait fort bien. Il s'en contenterait même aujourd'hui encore. Ce sont les autres qui veulent aller trop loin. De ce strict point de vue des structures politiques, les radicaux sont fidèles à eux-mêmes, et à la F.G.D.S., depuis 1965. Bien sûr, René Billères (qui a contré la manœuvre de F. Gaillard, et reste provisoirement à la présidence du parti), souhaiterait pouvoir aller un petit peu plus loin, et Félix Gaillard un petit peu moins loin. Mais ce ne sont que divergences de détail.

Tous les radicaux ont conscience d'être des hommes de centre-gauche. Félix Gaillard, le grand homme de ce congrès, comme il l'avait été à celui de Marseille, l'a dit : « *Dans un parti, situé comme le nôtre au centre-gauche, je suis persuadé que nous avons un avenir.* » Vouloir être au centre-gauche, cela implique être ouvert à la gauche comme à la droite libérale. La déclaration votée par le congrès le dit expressément, qui souhaite « *une association de type confédéral assurant cohérence et efficacité à l'action des forces de la gauche et du centre-gauche avec laquelle il espère que les éléments républicains de l'opposition pourront collaborer.* » Vouloir être au centre-gauche, c'est condamner l'adhésion au socialisme, terme considéré comme ambigu et



Agip

Regaillard

dépassé ; « *il n'est pas un mystère, a dit justement G. Bérard-Quélin, vice-président du parti, que le parti radical-socialiste est un parti de réforme et d'évolution et non pas de révolution, qu'il n'est pas favorable à l'appropriation collective des biens de production.* » Vouloir être au centre-gauche, c'est avoir une vocation essentiellement gouvernementale : « *même lorsque, comme aujourd'hui, nous sommes dans l'opposition pour des raisons politiques et morales, nous réagissons en hommes de gouvernement* », dit P. Brousse. Vouloir être au centre-gauche, c'est enfin condamner une politique étrangère « *ébranlant nos alliances traditionnelles* » et portant « *un coup grave à la solidarité entre les démocraties occidentales* » (termes empruntés à la déclaration votée par le congrès).

*Vers Pinay
ou vers Servan-Shreiber ?*

Les radicaux, centristes et républicains, défenseurs des collectivités locales et de l'agriculture menacée, que représentent-ils exactement ? On a l'habitude de voir en eux les mandataires fidèles des « moyens » : ni la bourgeoisie aisée, ni les exploités de la société industrielle, et l'on a pour une grande part raison. Artisans, commerçants, petits cadres administratifs, patrons d'entreprises moyennes ou petites, ce sont des hommes qui ont tout pour être inquiets : le progrès technique risque fort de ne pas leur être favorable, le socialisme les effraie, la fiscalité est au centre de leurs préoccupations. Ils entendent d'abord défendre un

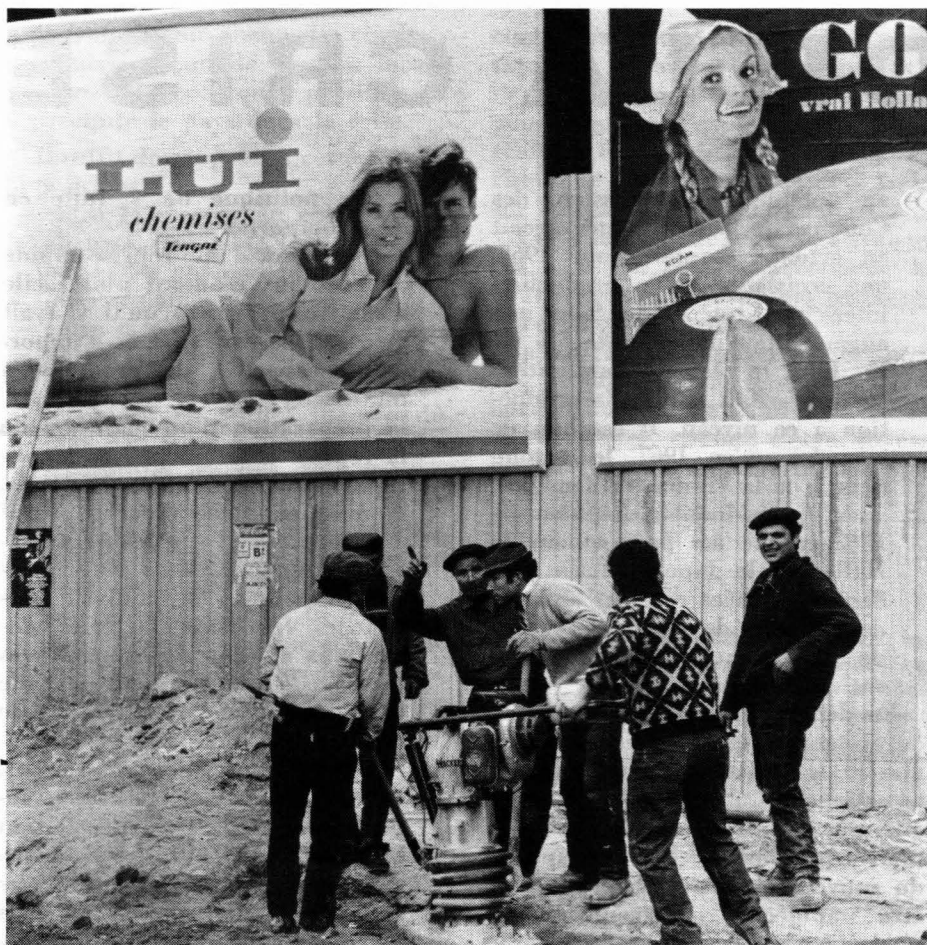
ordre qu'ils estiment plus humain, plus fraternel que celui qui se profile à l'horizon. Ils ont construit une République, la Troisième, et trouvent qu'on va bien vite vers la sixième. Leur langage parle donc de sauver, de protéger, d'assurer, à la rigueur de rénover, plutôt que de construire, de créer, ou même d'abattre (si ce n'est bien sûr le pouvoir personnel...). Le radicalisme d'aujourd'hui, c'est donc, d'abord, le reflet politique des préoccupations des petits et moyens entrepreneurs, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. La déclaration votée par le 65^e Congrès veut d'ailleurs voir sauver « *des centaines de milliers d'entreprises petites et moyennes, aujourd'hui gravement menacées* ».

Mais le radicalisme, c'est aussi Félix Gaillard, et l'ancien président du Conseil prétend jouer un jeu plus moderne. C'est donc en néo-capitaliste, en homme désireux de donner aux grandes unités de production le rôle moteur dans l'économie nationale avec le concours de l'État, qu'il s'est adressé aux délégués. Sa démonstration, selon laquelle de nombreuses entreprises ont mal supporté les hausses de salaires du mois de juin parce que leurs structures périmées ne leur permettent d'exister qu'en pratiquant une politique de bas salaires, sa réprobation du fait que 10 % des dépenses publiques aillent au soutien de l'agriculture sans tenir compte des besoins, la condamnation de « l'entretien par l'État de tout les canards boiteux dans une sorte de colbertisme mou », tout cela est passé par-dessus la tête des congressistes, mais est fort significatif. Il existe une fraction du radicalisme pour qui le second capitalisme moderne, s'accommodant fort bien d'une « planification intelligente », est plus séduisant que les récriminations des P.M.E. Dans ce parti radical-là, où l'on cite Bloch-Lainé (ce qu'a fait Bernard Quélin), où l'on lance un appel aux clubs de pensée (Maurice Faure), un Jean-Jacques Servan-Shreiber, un Georges Vedel, un Pierre Uri seraient les très bienvenus.

Seulement, voilà, le radicalisme, c'est à la fois tout cela, et à ne pas choisir, à ne pas savoir sur quelles forces sociales on entend s'appuyer, on risque de perdre sur tous les tableaux, le gaullisme vient encore d'en faire l'expérience depuis quinze jours. Le parti radical saura-t-il choisir, entre l'évolution vers un capitalisme plus moderne (c'est-à-dire le jeu centriste et peut-être, pour certains, le ralliement à la majorité), le repli sur des positions de défense des P.M.E. (c'est-à-dire l'isolationnisme politique et le choix des alliances politiques en coup par coup), voire, pour certains, l'acceptation d'une dose de socialisme ? Cela semble bien difficile. Ce sera en tout cas l'enjeu de son prochain congrès, prévu pour le premier trimestre de l'année 1969. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.

Lola Montès



Les victimes des négriers.

Exploitation

Le ghetto des gens de couleur

Frédéric Ivor Case

Frédéric Ivor Case est Noir, citoyen britannique. Professeur de français, il effectue plusieurs séjours en France pour étudier. Il a suivi les cours des universités de Strasbourg et de Paris tout en travaillant soit aux communautés Emmaüs, soit comme employé de bureau. Tout cela sur plusieurs années et afin d'écrire une thèse sur la politique française.

En septembre 1967 il revient en France comme professeur d'anglais dans deux collèges de la région lilloise. C'est là qu'il a vécu les mois de mai et juin. Il les a vécus au milieu de nombreux autres gens de couleur.

Frédéric Ivor Case nous livre ici ses réflexions sur la possibilité, ou la non possibilité, des gens de couleur à s'intégrer à la société française.

D'une manière naïve, quand j'étais plus jeune, je croyais au mythe d'un peuple libre — vraiment libre de tous préjugés — et pour moi ce peuple était le peuple français.

Pendant les événements de mai-juin j'étais professeur d'anglais dans le Nord. Là, j'ai enseigné, j'ai parlé à beaucoup de gens de couleur habitants en France. Je n'ai jamais eu de difficultés raciales avec mes élèves blancs en France ni en Angleterre, mais un éducateur peut toujours voir certaines prises de position, certaines appréhensions, dans les questions, les réactions d'élèves et de leurs parents. On peut également affirmer que les attitudes des professeurs envers les élèves de couleur me sont toujours indicatrices de leur attitude générale envers les Noirs, les Indiens ou les Arabes de la ville.

Ici on ne sert pas les Noirs

« Ils viennent ici seulement pour toucher les allocations de la Sécurité sociale. Ils sont tous pareils ». « On devraient expulser toute cette vermine arabe ».

Ce sont des propos d'étudiants, d'ouvriers, de fonctionnaires, d'assistantes sociales et de professeurs entendus fréquemment. Cette unanimité de vues constatée partout où j'ai travaillé et étudié en France — à Paris, dans le Midi, en Alsace, dans le Nord — m'inquiète beaucoup, j'y vois l'enracinement d'un racisme qui, me semble-t-il, n'était pas si manifeste il y a dix ans.

A Lille, au mois de mai un garçon de café m'a accueilli avec ces paroles « Ici on ne sert pas les Noirs, monsieur ». Ceci ne m'est jamais arrivé en Grande-Bretagne. Aussitôt après

cet incident, je me suis présenté au commissariat central de la ville où j'ai été entendu avec une remarquable indifférence. Tout ceci m'a révélé que les Français souffrent des mêmes maladies psychologiques et se créent les mêmes problèmes d'adaptation à une situation particulière que ceux qui menacent de déchirer la Grande-Bretagne dans une lutte sanglante.

Les Français qui critiquent la brutalité de la police américaine contre les Noirs, ne voient-ils pas ce qui se passe dans les quartiers de taudis de toutes leurs villes industrielles ? Il y a très peu de différence entre cette préoccupation pour les péchés d'autrui et la conspiration du silence chez les Américains et Britanniques blancs qui sont conscients de tout ce qui se passe mais qui craignent l'engagement.

L'exploitation qui existe dans l'industrie française envers ces ouvriers de couleur est un crime contre l'humanité. Malgré les cris creux — j'allais dire hypocrites — « Les immigrés avec nous » qui sortaient de beaucoup de gorges au cours des défilés de mai-juin, que fait-on en France pour alléger les souffrances de ce sous-prolétariat d'Arabes, d'Africains, d'Antillais ?

Les quartiers réservés

En France on a déjà de grands quartiers réservés aux gens de couleur où les habitants sont entassés les uns sur les autres — et ces quartiers sont le rêve de ceux qui, par milliers habitent les bidonvilles. Cette ségrégation de fait dans le logement entraînera nécessairement, comme aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, une ségrégation dans les écoles, dans la protection sociale. Elle favorisera la naissance d'une certaine pauvreté, de maladies, de misère, pour les gens de couleur vivant dans certains quartiers des villes où ils sont considérés comme utiles à l'industrie française. Et les forces de l'ordre capitaliste les harcèlent avec l'encouragement des « gens respectables ». Ces immigrants de couleur rejoignent les noirs américains et britanniques dans une nouvelle lutte anti-colonialiste, une lutte beaucoup plus dure que la libération de tel ou tel pays. Car en Europe comme aux Etats-Unis, nous nous attaquons aux bases même d'un système fondé sur l'abus des plus faibles. Il est dans l'intérêt de ce système de disposer d'une réserve d'humains limités dans leur éducation et leur développement social et ne jouissant pas de pleins droits civiques. Si non comment licencier des gens « dans l'intérêt de l'économie » ? Comment faire l'économie des fonds nécessaires à l'amélioration des conditions de travail ? Comment rassurer les actionnaires, les compagnies d'assurances, les banques et les clients ? Le capitalisme continue à se développer sur le dos courbé de la masse non-européenne. Mais le plus dramatique est que le prolétariat blanc à peine sorti de son esclavage s'indigne contre nous et donne son appui à tous les commerçants, les agents d'assurances, les po-

liciers, magistrats et politiciens qui veulent nous « garder à notre place ».

Les immigrés avec nous

Je suis plus pessimiste sur la situation en France que sur celle qui existe en Grande-Bretagne. La structure sociale de la France fait de tout changement un bouleversement, et ceux qui souhaitent ce changement se voient dans l'obligation de devenir révolutionnaires au sens très physique du mot. En Grande-Bretagne, l'hypocrisie est si enracinée dans les institutions, la pensée et les mœurs, qu'il existe une possibilité pour nous d'accomplir ce bouleversement sans révolution sanglante si nous restons unis. De plus nous avons l'avantage de posséder une élite intellectuelle de médecins et d'ingénieurs noirs sur laquelle nous comptons beaucoup (1). Les gens de couleur en France forment une masse de travailleurs non qualifiés et leurs enfants seront condamnés au même sort que leurs parents. Il n'y a pas d'élite indispensable à la vie du pays qui puisse, au moment propice, faire chanceler toute la structure par une simple action unie et révolutionnaire.

Ceux des Français, étudiants, ouvriers, enseignants qui ont poussé un fort « Les immigrés avec nous », doivent démontrer ce qu'ils voulaient par ce slogan. Si ce n'était pour eux qu'un mot osé dans une période révolutionnaire, qu'ils soient honnêtes et se reconnaissent aussi racistes que leurs parents silencieux. S'ils veulent vraiment comprendre la situation de « ce sale nègre qui balaie la rue », s'ils veulent extirper la racine raciste des Français, qu'ils commencent vite l'éducation de leurs parents, leurs amis, leur nation. C'est ainsi que l'on s'attaque à l'ordre existant de la société et pourvu que l'action efficace suive la pensée, c'est un engagement vraiment révolutionnaire. □

1) En Grande-Bretagne les intellectuels noirs assurent en grand nombre la relève des intellectuels blancs qui quittent de plus en plus leur pays pour les U.S.A., l'Australie, le Canada. Actuellement dans les hôpitaux 40 % des médecins sont des Noirs.

vos communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER. Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements. → Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairés ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion. Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult. 94-VITRY. Tél. : 482-47-85. → « Communiquer plus et plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.

LE DOSSIER DE LA CRISE

□ Ce qui s'est passé depuis mai

La déclaration du général de Gaulle ne fait que reprendre les accusations proférées par les gaullistes qui, de Marcellin à Pougade, rejettent la responsabilité de la crise économique française sur les « agitateurs soutenus par l'étranger » et « le gigantesque complot qu'ils organisent contre la société française » : la secousse de mai serait un mauvais coup porté à un pays en pleine prospérité, en pleine croissance et dont « la monnaie était une des plus fortes du monde ».

La responsabilité du Régime

1. Il y a là une malhonnêteté intellectuelle ou un consternant aveuglement : vus sous leur angle économique, les événements de mai sont en effet la conclusion logique de la politique suivie depuis 10 années par le gaullisme, et non pas l'accident de parcours qui viendrait ternir l'éclat d'une belle réussite.

Un jour ou l'autre, l'échec était inévitable. Il était inscrit dans la faiblesse de l'appareil économique de la France que la politique suivie par le régime a sacrifié au bénéfice des « ambitions du moment », c'est-à-dire à une politique étrangère et militaire démesurée par rapport aux moyens dont dispose le pays.

Le mensuel *l'Expansion*, à l'issue d'une enquête portant sur les entreprises du marché commun soulignait la faiblesse inquiétante des entreprises du Marché commun soulignait moins productives que celles de nos concurrents.

Quoi d'étonnant à cela si l'on analyse la politique économique gaulliste depuis 1958 :

- politique de stabilisation qui a sacrifié à plusieurs reprises l'expansion à la monnaie au détriment des travailleurs, et à seule fin de promouvoir l'idée fixe de la réforme du système monétaire international dans l'humiliation des Anglo-Saxons ;
- refus de toute politique industrielle cohérente : on ne peut en effet considérer comme telle la distribution irresponsable et sans contrepartie de facilités toujours plus considérables au patronat le plus médiocre et aux possédants les plus réactionnaires des pays occidentaux (emprunts d'Etat redistribués aux entreprises privées ; réforme de la fiscalité des sociétés ; allègements fiscaux consentis aux détenteurs de valeurs mobilières) ;
- démantèlement méthodique des moyens d'action de l'Etat à travers le budget et le Trésor public, réduction du Plan à une simple prévision, affaiblissement des entreprises nationales.

En quoi les événements de mai sont-ils responsables des échecs retentissants que sont le rachat de Bull par General Electric, l'affaire de la télévision en couleurs, la prise de contrôle de Citroën par Fiat, celle de Simca par Chrysler, l'archaïsme de nos équipements en télécommunications, en routes, en transports, les crises de conversion qui affectent le Nord et l'Est, la paupérisation du Centre, du Sud-Ouest, de la Bretagne, et enfin le franchissement du seuil des 500.000 chômeurs au début de 1968 ?

Mai n'est pas responsable

2. Inacceptable comme explication des causes de la crise actuelle, l'analyse du général de Gaulle, l'est également, quant à l'effet des événements de mai sur l'avenir de l'économie française, menacée selon lui de mort par asphyxie et grevée de

Les diktats du C.N.P.F.

« Le pays doit savoir que son avenir, son indépendance, son niveau de vie, les progrès de l'emploi exigent :

— L'abandon, dans les projets actuellement en cours de discussion, de toutes dispositions susceptibles d'affaiblir l'autorité et l'efficacité dans les entreprises publiques ou privées ;

» — La réduction massive des dépenses publiques autres que les dépenses d'investissements ;

» — Le retour à la confiance de tous les épargnants, notamment par la suppression des aggravations apportées aux droits de succession et aux impôts sur le revenu.

» Ces mesures s'imposent d'extrême urgence pour assurer la défense de la monnaie et rendre confiance au pays ».

19 novembre

charges insupportables. Il est bon de démasquer l'imposture gouvernementale et d'expliquer l'importance réelle des conséquences de mai :

- les pertes de production, en partie rattrapables, se sont élevées de 10 à 15 milliards de francs, soit trois à quatre pour cent de la production non agricole ;
- la hausse des salaires et les avantages annexes ont représenté l'équivalent d'un relèvement supplémentaire (par rapport à un taux moyen de 6 % en 1966-1968), de 7 % au 1^{er} juin. La masse salariale, compte tenu des pertes de rémunérations dues aux grèves ne devrait augmenter que de 10 % environ en 1969 ;
- le commerce extérieur a diminué, mais de manière sensiblement identique en exportations et importations de 2,5 à 3 milliards de francs. Là encore le rattrapage est possible ;

— au total, la Commission des Comptes de la Nation envisageait en octobre dernier, pour 1968, une croissance de la production intérieure brute de 3,4 % et une augmentation de prix de 5,1 %. En 1965, le plan de stabilisation avait déjà fait tomber la production à ce niveau. Il est bon de rappeler qu'en 1967, le « tombeur » de la France, l'Allemagne, a vu sa production diminuer de 1 % et que des pays comme la Hollande, le Japon, l'Italie, ont dans les années récentes assimilé des hausses de salaires de plus de 15 % par an dans certains cas.

En définitive, s'il est insoutenable de prétendre que les événements de mai et la situation économique internationale sont étrangers à la crise que traverse la France, c'est avant tout et principalement à l'incapacité du gouvernement actuel qu'elle doit être imputée : incapacité passée, puisqu'il n'a pas su bâtir une économie à la hauteur des ambitions qu'il poursuivait, ou correspondant aux besoins des travailleurs, incapacité actuelle puisqu'il se révèle depuis quatre mois inapte à définir une politique cohérente et à dominer un problème économique complexe, mais soluble.

Le pouvoir dans l'incohérence

3. Ce dernier point mérite approfondissement : la politique suivie depuis juillet dernier est en effet révélatrice de la faiblesse d'une équipe, et surtout des contradictions du système capitaliste français.

En dehors d'un retour aux traditions immobilistes du pompidolisme, deux voies s'ouvraient au gouvernement en juillet :

a) une politique de stabilisation visant à rétablir l'équilibre au détriment de la croissance par blocage des prix, freinage de la demande intérieure par le biais d'une politique du crédit et d'une politique fiscale rigoureuses ainsi que d'un effort de réduction des dépenses publiques.

Mais cette politique se heurtait :

- à l'existence d'un chômage considérable qu'elle risquait, d'aggraver,
- à la nécessité, pour de nombreuses entreprises, de développer rapidement leur activité, afin d'éta-ler sur une production accrue les charges supplémentaires résultant des accords de Grenelle,
- à l'opposition des travailleurs pour qui l'expansion apparaissait à juste titre comme le seul remède à la crise sociale. A cet égard, il faut être conscient des limites que rencontre le pouvoir malgré la « chambre introuvable » que lui ont donné les élections truquées de juin : la défaite électorale de la gauche n'a pas diminué la puissance des travailleurs.

b) une politique de « fuite en avant » comportant :

- l'acceptation d'une reprise rapide de l'activité, d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'il y avait du retard à rattraper et d'importantes capacités de productions inutilisées,
- la préparation d'un maintien de la reprise à terme par une politique d'investissements accélérés,
- la mise en place d'un dispositif efficace de contrôle des prix (éviter la « récupération » des accords de Grenelle), de contrôle des changes (prévenir la fuite des capitaux et conserver les réserves de devises qui permettraient de faire face à une dégradation de l'équilibre commercial temporaire et nécessaire à la reprise),
- la conduite d'une politique industrielle sélective permettant d'accélérer les réformes de structures nécessaires, d'assurer les conversions indispensables dans de bonnes conditions sociales, d'aider, pourvu qu'elles s'engagent à respecter certains critères, les entreprises qui le méritaient et qui en avaient besoin.

Mais cette politique se serait heurtée à la résistance du patronat qui n'admet pas que le pouvoir gaulliste sorte de son rôle de gérant et s'arroge le droit d'intervenir dans les décisions industrielles, fusse pour améliorer le fonctionnement de la machine capitaliste.

Aussi le gouvernement en a-t-il été réduit à mener, dans un climat de doute permanent, une politique hésitante, contradictoire, maladroite,

La réponse du général de Gaulle

Le maintien de notre monnaie exige absolument que nous nous remettions, à tous égards et dans tous les domaines, en équilibre complet.

Au point de vue économique, cela veut dire que, sans revenir sur l'accroissement des rémunérations tel qu'il a été fixé au printemps, nous refusons d'imposer à ce titre à notre économie des charges nouvelles...

... Nous allons développer d'office la capacité d'exportation de nos entreprises, notamment en les allégeant de certains impôts qui pèsent à l'excès sur leurs prix de revient.

Au point de vue financier, le découvert du budget de 1969, qui avait été d'abord évalué à plus de onze milliards et demi, sera ramené à moins de six milliards et demi grâce en particulier à la réduction des dépenses de fonctionnement de nos administrations, à celle des subventions fournies aux entreprises nationalisées, à celle de nos ambitions du moment quant à notre équipement civil, militaire et universitaire.

Au point de vue de l'ordre public — car la crise est survenue à partir du moment où il avait été troublé et ne cessera pas si l'on peut douter qu'il soit désormais maintenu — les mesures voulues doivent être prises...

24 novembre

qui, sans obtenir aucun des résultats poursuivis, a cumulé tous les inconvénients des politiques possibles et a précipité le pays dans la crise.

Il suffit de rappeler à cet égard les oppositions :

- entre le recours au contrôle des changes, établi le 29 mai, et la liberté des changes rétablie quelques semaines plus tard,
- entre la politique de large distribution du crédit à bon marché et les mesures de resserrement intervenues en juillet (hausse du taux de l'escompte, limitation des possibilités d'octroi de nouveaux prêts),

- entre une politique budgétaire résolument expansionniste, portant l'impasse à plus de 10 milliards pour 1968 et plus de 15 milliards pour 1969 (ce qui est encore inférieur à 2 % du produit national, alors que de 1954 à 1962, le déficit budgétaire a été supérieur à ce taux) et une politique d'austérité entreprise à quelques jours d'intervalle, dans la hâte, au mépris de toute réflexion approfondie, et selon la méthode aveugle de la diminution forfaitaire, systématique, et égale, des crédits de tous les Ministères, qui ramène l'impasse pour 1969 à 11,5 milliards et aujourd'hui à 6,5 milliards...

- entre le contrôle simple des prix, l'effort de stabilité et le relèvement au début de l'été de certains tarifs (pain + 5 %, journaux + 25 %, garagistes, coiffeurs, taxis + 25 %, hôpitaux publics + 23 %).

Il faut souligner l'influence réciproque qu'ont exercée l'une sur l'autre la maladie du gouvernement et la perte de confiance de ceux qui l'avaient maintenu au pouvoir en mai.

Le gouvernement a consenti dès le mois de juin des compensations considérables aux entreprises et les a distribuées sans justification ni contrepartie : déduction fiscale pour les investissements — coût de 1968 à 1970 : 2,300 milliards de francs, allègement de la T.V.A. en 1968 — 190 milliards en 1968-1969, bonifications d'intérêts, amélioration des taux de prime pour le développement régional, réduction de 15 % de la taxe payée par les entreprises sur les salaires — coût : 1,700 milliards de francs, aide à l'exportation, avances exceptionnelles de trésorerie...

Néanmoins, parce qu'il a mis de manière absurde l'accent sur le complot qui selon lui menaçait la France (Marcellin), parce qu'il a voulu relever l'impôt sur les revenus importants et sur les successions, parce qu'il a mis en œuvre une politique universitaire que ses électeurs jugent dangereuse et excessivement progressiste (!), parce qu'il s'est accroché aux idées sur la participation et l'intéressement, le régime gaulliste a — comble de paradoxe — réussi à effrayer les possédants, ses soutiens infidèles. Au lieu de jouer le jeu du pouvoir qui tentait de les sauver, ils ont égoïstement choisi de se couvrir

contre tout risque monétaire ou politique en exportant leurs capitaux ; ils ont usé des facilités, consenties pour soutenir l'expansion, afin de réaliser des profits spéculatifs, au risque de scier la branche déjà frêle sur laquelle ils étaient assis.

Cette défiance de ceux qui l'avaient élu a, à son tour, impressionné le gouvernement, et explique ses réactions, de type convulsionnaire. Celles-ci n'ont fait qu'aggraver la défiance.

Il a suffi que le fonctionnement normal du système capitaliste laisse se manifester, comme c'était le cas périodiquement auparavant, les con-

traditions de l'équilibre économique et monétaire occidental pour que la panique s'empare du troupeau. Tout ceci est logique, comme est logique la conclusion que tire des événements des dernières semaines le général de Gaulle : faute d'être capable de mener une politique d'expansion dans un climat de confiance, il va entreprendre une politique antisociale dans un climat de méfiance et de rancœur et, comme dans la fable, il va fustiger ceux qui n'ont commis qu'une seule erreur : n'être pour rien dans tout ce qui se passe depuis quelques semaines. □

tion et orchestre sa décision comme le 30 mai dernier.

Les conséquences du Plan de Gaulle

2 - Malheureusement les problèmes ne sont pas résolus pour autant : il faut toujours faire rentrer les capitaux et développer les exportations.

Le sens de la politique définie par le général de Gaulle est simple : il faut redonner confiance au patronat et aux possédants sur le plan financier et sur le plan politique et faire supporter par les travailleurs une politique d'austérité destinée à rétablir « l'équilibre complet » de grand-papa.

Acheter la confiance du patronat et de la bourgeoisie :

- sur le plan politique :

- engagements très fermes sur la défense de l'ordre public ;

- mise sous le boisseau des « réformes » sur la « participation » ;

- sur le plan financier :

- réduction des charges fiscales des entreprises ;

- réduction des dépenses de l'Etat et du déficit budgétaire ;

- garantie des prêts de devises accordés à Bonn.

Faire payer l'addition par les travailleurs :

- hausse des tarifs publics ;

- compression de personnel dans les entreprises publiques et les administrations ;

- limitation des dépenses d'investissements civils (enseignement en particulier) ;

- freinage des hausses de salaires ;

- développement des impôts sur la consommation.

Seul nuage pour le patronat, le contrôle des changes et le contrôle des prix, mais ces mesures de sauvegarde étaient inévitables et permettent aux plus gros de trouver des échappatoires.

De Gaulle peut-il réussir ?

3 - Cette politique est totalement inacceptable pour les travailleurs parce qu'elle cherche à annuler les avantages matériels acquis au cours des luttes de mai-juin, et parce qu'elle porte en elle l'arrêt de la croissance, le développement du chômage et la prolongation du retard de l'économie française par rapport à ses voisins.

Si les conséquences sociales des mesures décidées sont claires, les conséquences économiques méritent d'être examinées de près.

A court terme, le général de Gaulle peut obtenir des résultats à peu près satisfaisants : limitation des fuites de capitaux aux retours d'une partie des fonds des spéculateurs, développement des exportations, freinage des importations. Il peut attendre plusieurs mois la conférence

BALANCE DES PAIEMENTS

Document comptable qui décrit les relations monétaires existant entre un pays et les pays étrangers. La balance des paiements comporte deux parties :

- La balance commerciale ou balance des paiements courants qui décrit les règlements entre pays à l'occasion des échanges de biens (importations ou exportations de marchandises) et de ser-

vices (redevances d'exploitation des brevets d'invention et licences de fabrication par exemple).

- La balance des opérations en capital qui décrit les mouvements d'entrée et de sortie de capitaux non liées à un échange matériel, et correspondant à des investissements, à des dépôts de fonds dans les banques, à des paiements d'intérêt, à des remboursements etc...

Balance des paiements en 1967 (en millions de francs) Hors Zone Franc

| | Importations (Débits) | Exportations (Crédits) | Solde |
|-----------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| Paiements courants | Exportations .. | 50.127 | - 162 (proche de l'équilibre comptable) |
| | Importations .. | 49.377 | |
| | Services | 19.174 | |
| | Divers | 767 | |
| Opérations en capital | Prêts à long terme | 9.136 | |
| | Mouvements à court terme | 2.553 | |

La fausse sortie de la dévaluation

Mis au pied du mur par l'accélération de la fuite des capitaux, le gouvernement cherche d'abord une solution financière sur le plan international.

1 - A la conférence de Bonn, la France réclame un réajustement monétaire basé sur une réévaluation du mark et une légère dévaluation du franc. De Gaulle compte ainsi mettre fin définitivement à la spéculation contre le franc et cacher son échec derrière des mesures de caractère international. Le refus catégorique des Allemands de réévaluer le mark modifie la situation et entraîne à Bonn, les conclusions suivantes :

- aide internationale à la France ;

- définition par la France d'une politique d'austérité ;

- engagement de la France de ne pas dévaluer d'un taux supérieur à 10 % pour ne pas créer des problèmes aux autres monnaies, à la livre en particulier.

Pour tout le monde, à Bonn puis à Paris, la dévaluation du franc est implicitement décidée et le gou-

vernement élaborait un plan d'austérité pour accompagner une dévaluation légèrement inférieure à 10 %.

Pour les techniciens en effet, faute d'une réévaluation du mark, seule une dévaluation du franc pouvait mettre fin à la spéculation et garantir :

- l'arrêt de la fuite des devises ;

- le retour des capitaux des spéculateurs désireux d'empocher leur bénéfice de 10 % ;

- le développement des exportations et donc une consolidation de l'expansion.

Sur le plan économique, la dévaluation présentait évidemment l'inconvénient d'accélérer la hausse des prix français (par l'augmentation de 10 % du prix des produits importés). Un plan d'austérité était donc nécessaire pour limiter les dépenses de consommation des travailleurs français. Mais pour le général de Gaulle, la dévaluation présentait bien d'autres inconvénients ; c'était le constat de l'échec économique du régime, la capitulation devant les Allemands et le désaveu de ses dernières déclarations. Il refuse la dévalua-

monétaire internationale qui devra bien modifier les parités des monnaies occidentales (dévaluation du franc, de la livre, peut-être hausse du prix de l'or).

Mais ce nouveau plan de stabilisation va avoir sur l'économie les mêmes effets que le plan Giscard d'Estaing de 1963 : casser l'expansion, développer le chômage, retarder les progrès et les réformes de gestion de notre industrie.

Au début du mois de novembre, tous les observateurs étaient d'accord pour estimer que l'expansion actuelle était fragile, parce que liée seulement au redémarrage de l'économie après trois semaines de grève, et un mois de congé ; l'expansion ne s'appuyait, ni sur une politique cohérente de l'investissement (on a fait des cadeaux fiscaux à toutes les entreprises sans s'inquiéter de vérifier le contenu de leurs programmes d'investissements), ni sur un développement suffisant des exportations, ni même sur les progrès prévisibles de la consommation (freinage progressif des revenus réels du fait de la hausse des prix et de l'alourdissement de la fiscalité). Les risques d'un développement du chô-

mage à partir de l'été 1969 étaient réels.

Les mesures annoncées ne définissent pas une politique de l'investissement, elles diminuent la consommation des travailleurs et les dépenses de l'État (dont les investissements collectifs), quant au développement et l'exportation que l'on attend des nouveaux cadeaux faits aux entreprises, il sera de toute manière insuffisant pour relancer l'expansion. Les conséquences sont hélas prévisibles : la baisse du revenu réel des travailleurs, la réduction progressive du taux de croissance de l'économie au cours de l'année 1969, et le développement du chômage.

De mai à novembre, le capitalisme français aura prouvé qu'il était incapable d'améliorer sa gestion, qu'il n'accepterait aucune velléité de réforme et que sa recherche du profit va directement à l'encontre de l'intérêt national.

De mai à novembre, le gaullisme aura montré qu'il n'était pas capable de concevoir une politique économique et qu'il devait limiter ses ambitions à la défense des intérêts immédiats du patronat français. □

Ce dossier a été établi par la commission économique du P.S.U.

La spéculation

La fuite des capitaux n'a pas cessé depuis le mois de mai. Le contrôle des changes institué le 29 mai et levé en septembre ayant été une véritable passoire.

En un peu plus de six mois, la France a perdu environ la moitié de son stock officiel d'or et de devises.

Les chiffres exacts ne sont pas connus mais on peut estimer ainsi les sorties de devises : 4 à 5 milliards de francs en mai et juin, 3,3 en juillet, 1,2 en août, 1,1 en septembre, 0,6 en octobre, 5 milliards en novembre.

Ces pertes sont dues presque uniquement à des sorties de capitaux, le déficit de la balance commerciale ayant été assez faible pendant cette période.

Ces capitaux sont très divers : il y a des épargnes individuelles, des capitaux bancaires à court terme, des fonds de trésorerie des entreprises petites ou grandes.

Le mouvement permanent de fuite de capitaux s'est accéléré en novembre pour deux raisons : — le bruit d'une augmentation de la valeur du mark (réévaluation) a poussé les spéculateurs à acheter des marks.

— Les restrictions de crédit annoncées par le gouvernement français a mis en lumière l'incohérence de la politique gaulliste et suscité des inquiétudes sur la valeur de l'expansion et du franc.

Comment a-t-on spéculé ?

Il existe divers moyens de spéculer, qui dépendent essentiellement de la taille du spéculateur.

La méthode la plus simple consiste à aller acheter quelques billets étrangers dans une banque française. Mais les capitalistes préfèrent emporter des fonds français en Suisse, les y changer et déposer le produit du change dans une banque suisse, ce qui permet de dissimuler toutes les opérations, licites ou non, sous le secret de la discrétion professionnelle ; les succursales en France des banques étrangères, et même les banques françaises peuvent d'ailleurs se charger de ces opérations.

Une autre méthode consiste à acheter des valeurs mobilières, libellées en monnaies étrangères, qui ne sont pas atteintes par la dévaluation, ou de l'or ou des valeurs mobilières indexées sur l'or.

Enfin, les entreprises qui vendent à l'étranger peuvent retarder le moment où elles rapatrient les devises qu'elles ont gagnées, dès lors qu'il n'existe pas de contrôle des changes.

Ainsi, après deux semaines de spéculation très intense, les fameuses réserves de change françaises, qui se montaient à 29 milliards au début de l'année, étaient tombées à environ 17 milliards à la fin de la semaine dernière. L'annonce de la création d'un « mark commercial », qui comportait une baisse du prix des importations de 4 % et une taxe de 4 % sur les exportations n'a fait qu'accélérer le mouvement, car de telles mesures sont souvent prises avant une modification de la parité monétaire, pour essayer mais en vain, de l'éviter.

Formation

La condition de notre efficacité

François Dalbert

Les efforts du service national de formation qui vient d'être réorganisé — s'inscrivent dans la ligne des travaux du comité politique national.

Le C.P.N. avait en effet, dès janvier dernier, consacré la majeure partie de sa session à cette question dans le cadre du développement du parti. Plus récemment, analysant au cours de quatre jours d'étude des conséquences de mai et la nouvelle situation offerte au mouvement socialiste, les préoccupations d'éducation des militants étaient au tout premier plan de la réflexion de l'organisme directeur du parti.

Il est clair en effet que, dans la nouvelle phase qui s'est ouverte, il importe de systématiser l'implantation du parti dans tous les milieux qui ont été sensibilisés à la mise en cause des structures du pays. Organiser partout les travailleurs qui ont placé leur confiance en nous, multiplier les contacts avec toutes les organisations syndicales, sociales culturelles, etc., lancer chaque semaine de nouveaux groupes d'entreprises, de quartiers, de communes, tirer parti en un mot de l'indéniable audience que nous avons gagnée en mai, telle est aujourd'hui, la tâche prioritaire de chaque militant du P.S.U.

Rien ne serait plus étranger à cette conception du développement du parti dans tous les milieux qu'il peut influencer que de se satisfaire de l'acquis, que de ne concevoir notre travail que comme la continuation d'un certain train-train, vite traditionnel. C'est à un véritable travail de masse, intégrant toutes nos responsabilités de force majeure, que le P.S.U. est aujourd'hui confronté. Réussir dans une telle voie dépend dans une large mesure, de la capacité d'intervention de chacun de nos adhérents. Sans doute, les débats préparatoires à l'action, et spécifiquement la préparation de notre VI^e congrès, feront-ils beaucoup pour armer chacun face à ces nouvelles tâches. Mais si nous n'étions pas capables, dans le même temps, d'engager tout le parti dans cet effort de réflexion et d'éducation, il risquerait fort d'y manquer le fil conducteur qui permet de comprendre la société dans laquelle nous vivons, et sous ses divers aspects si complexes.

C'est donc aujourd'hui l'objectif prioritaire de chacune de nos directions fédérales que d'informer toutes les structures de base du parti, du matériel mis à leur disposition, d'assumer les efforts dans ce domaine de chaque section, de concevoir et de réaliser de véritables et ambitieux plans de formation pour

tous les adhérents. Le brassage nouveau intervenu en mai, les problèmes plus complexes qui se posent désormais à nous, sont une chance inaliénable. Un authentique parti démocratique comme le nôtre doit pouvoir, loin de tout dogmatisme, intégrer tous les apports qui lui permettront progressivement d'élaborer la théorie politique nouvelle qui nous manque pour la révolution socialiste dans les pays industriels modernes.

C'est donc une formation étroitement liée à l'action qu'il nous faut développer. Pour aller dans ce sens, le service national de formation s'est fixé pour objectifs de décentraliser la formation et de fournir un matériel pédagogique adapté.

Car l'ampleur des besoins veut que chaque fédération prenne elle-même en charge l'effort de formation. Il n'est plus possible de se reposer sur les membres déjà surchargés de la direction nationale du parti pour l'animation de la formation locale.

Dans chaque section ou au niveau d'un secteur recouvrant plusieurs communes, des responsables « formation » doivent être désignés et surtout se rencontrer rapidement au cours de réunions fédérales ou même régionales afin de mettre en commun leurs expériences et leur projets.

Il leur faudra définir ensemble les méthodes qu'ils emploieront si possible avec le concours de pédagogues et d'animateurs de groupes.

Dès lors la tâche essentielle du service national sera de coordonner les initiatives locales et de diffuser un matériel pédagogique adapté aux besoins.

« P.S.U. documentation » nouveau bulletin bimensuel du service formation s'efforcera de répondre à ce besoin, en fournissant des éléments de réflexion simples et complets étayés par des exemples concrets.

Le premier numéro, sorti le 13 novembre traite « Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs, vers l'autogestion ».

Les suivants seront consacrés au problème régional et à la crise du système monétaire capitaliste.

Dans tous les cas, les textes publiés seront le résultat des travaux des commissions du parti et des débats de ses instances nationales fédérales ou locales. Ils sont accompagnés d'une bibliographie sommaire.

Mi-tribune libre, mi-catéchisme « P.S.U. Documentation » (1) doit fournir des réflexions pour l'action militante. □

(1) Abonnement : 20 numéros, 15 F, à la librairie de T. S.

Afrique noire

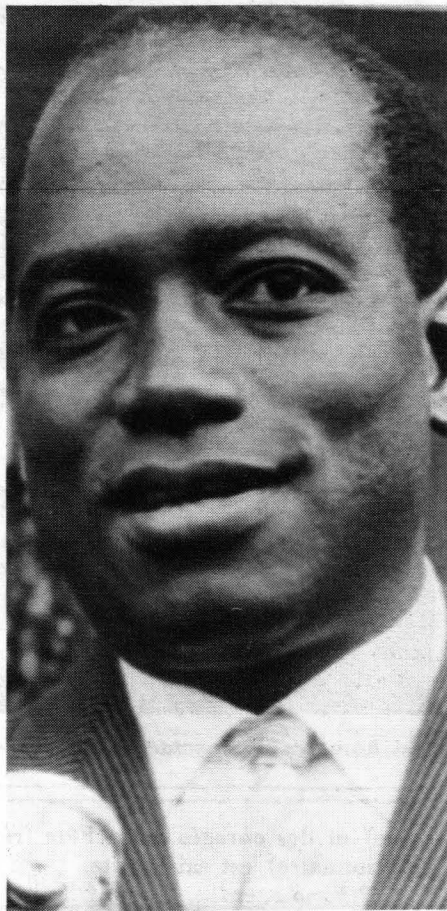
Le coup du Mali

Une fois de plus, l'armée s'est emparée du pouvoir en Afrique. Cette fois, c'est le gouvernement du Mali, considéré comme l'un des derniers bastions de l'« Afrique révolutionnaire » qui vient d'être renversé par un quarton d'officiers subalternes.

Une fois de plus, c'est l'absence de tout mouvement populaire qui retient particulièrement l'attention. Pourtant, comme Ben Bella en Algérie ou Kivanie Nkrumah au Ghana, le président Modibo Keita jouissait à coup sûr d'une grande popularité. De l'avis des observateurs les moins bien prévenus, le régime malien se distinguait des expériences voisines — Guinée comprise — par une certaine rigueur, une certaine qualité du travail, une certaine efficacité.

Il était cependant bien difficile de développer des structures socialistes dans un pays sans fertilité, sans industrie, sans débouché maritime, isolé au cœur de l'Afrique. Aussi Modibo Keita se voulut-il toujours très prudent, adoptant ce que nous appellerions ici une ligne centriste. A l'époque de la rupture du R.D.A. avec le parti communiste et de son alliance avec Mitterrand, alors ministre de la France d'Outre-Mer, il fut un des alliés d'Houphouët-Boigny contre l'aile gauche, représentée par la section camerounaise de Ruben Um Nyohé. En 1958, il se prononça pour le « oui » au référendum, considérant le « non » de Sekou Touré comme une aventure. Par la suite, il fut amené à se retirer à son tour de l'Union Monétaire Ouest Africaine et à tenter l'expérience d'une monnaie nationale indépendante. L'union Soudanaise mena victorieusement une véritable lutte de classe contre les petits et moyens commerçants, victimes du changement de monnaie. La jeunesse, formée en milices armées, constitua le fer de lance de la révolution.

Les difficultés économiques et financières, ainsi que des fautes graves dans la gestion du secteur pu-



Sera-t-il exécuté ?

A.D.N.P.

blic n'en conduisirent pas moins à la crise.

Des mesures contradictoires se succédèrent : dévaluation et retour dans la zone franc, épuration de la bureaucratie, dissolution de l'Assemblée Nationale et du bureau politique. Recevant à la fois l'aide française, soviétique et chinoise, Modibo essaya de louvoyer dans un chenal de plus en plus étroit entre une gauche qui souhaitait la rupture avec la zone franc pour sauver le socialisme dans l'austérité — mais sans appui suffisant des masses paysannes — et une droite soucieuse de maintenir, avec l'aide des capitaux étrangers, le niveau de vie de la bourgeoisie urbaine.

Une fois de plus, le coup d'état militaire marque l'échec de la stratégie centriste. □

Vietnam

Viendront-ils ?

Depuis bientôt quatre semaines, le refus de l'administration de Saïgon de venir s'asseoir à la table de conférence de l'avenue Kléber, a bloqué les négociations de Paris. On pense pourtant, que cette semaine, le général Thieu annoncerait l'envoi d'une délégation conduite par le vice-président Ky. Washington aurait finalement souscrit aux trois conditions posées par les Sud-Vietnamiens : pas de gouverne-

ment de coalition avec le F.N.L., pas de zone tampon entre le Sud et le Nord, assurance d'un rôle de premier plan pour Saïgon du côté américain.

Cela fait beaucoup de temps, et beaucoup de conditions pour maintenir des « fantômes » au pouvoir !

En attendant, de peur de perdre la main, les raids et les bombardements américains reprennent sporadiquement sur le Nord !

Vie militante

Meeting et réunion du parti

Vendredi 29 novembre : Perpignan : Michel Rocard.

Issy-les-Moulineaux :

Marc Heurgon et Jean-Marie Vincent.

Massy :

Serge Mallet.

Samedi 30 novembre : Carcassonne :

Michel Rocard.

Lundi 2 décembre : Grenoble :

Michel Rocard et Marc Heurgon.

Mercredi 4 décembre : Malakoff :

Michel Rocard.

Vendredi 6 décembre : Lyon :

Michel Rocard.

Vendôme :

Marc Heurgon.

Cantoniales : Bar-sur-Aube

Dimanche 24 novembre :

Jean-Pierre Davot (droite : 2321 voix, élu).

René Maître (P.C.) : 964 voix.

James Huchard (P.S.U.) : 521 voix.

Pierre Lambert (F.G.D.S.) : 486 voix.

Commission enseignement

Une réunion sur « la formation des maîtres » aura lieu le dimanche 1^{er} décembre de 9 h 30 à 17 h, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e). Les membres du parti intéressés sont invités à s'associer à ce travail qui fait suite à celui des assises nationales.

CESMO

Le C.E.S.M.O., Cercle d'Etudes Socialistes pour les problèmes du Moyen-Orient organise le lundi 2 décembre au Cercle Amical, 52, rue

René-Boulanger, Paris (10^e), 20 h 45 une réunion ayant pour thème : « Israël est-il agent de l'impérialisme ? » Avec la participation de Ely Ben-Gal responsable national des Jeunesses du M.A.P.A.M.

Journées régionales 7-8 Décembre 1966

Les 7 et 8 décembre dans les 21 régions du programme se tiendront des journées d'études à l'initiative du P.S.U., qui seront accompagnées de meetings publics. Voici la liste des villes où se dérouleront ces manifestations avec les noms des membres de la direction du parti, qui animeront ces journées.

Auvergne : J. Arthuys. (Clermont-Ferrand).

Bourgogne : P. Laubreaux (Dijon).

Bretagne : J. Malterre (Rennes).

Centre : J.-F. Pertus (Orléans).

Champagne-Ardenne : A. Béhar (Châlons-sur-Marne).

Franche-Comté : C. Dubois (Besançon).

Languedoc : M. Rocard (Béziers).

Limousin : H. Leclerc (Limoges).

Lorraine : L. Gontcharoff (Metz).

Nord-Pas-de-Calais : C. Guerche (Lille).

Haute-Normandie : G. Gontcharoff (Rouen).

Basse-Normandie : M. Fontès (Caen).

Pays de la Loire : S. Mallet (Nantes).

Picardie : R. Chapuis (Amiens).

Poitou-Charente : P. Ringuet (Poitiers).

Provence-Côte d'Azur : M. Rocard (Aix).

Corse : M. Heurgon (Bastia et Corte).

Rhône-Alpes : M. Rocard (Lyon) M. Rocard, G. Martinet (Valence).

Région parisienne : J. Pietri (Sarcelles).

Aquitaine : M. Bridier (Bordeaux).

Alsace : J.-M. Vincent (Mulhouse, Strasbourg).

Le CLUB JEUNESSE et CULTURE

vous invite au

SKI - DÉBAT EN TCHÉCOSLOVAQUIE

22 décembre - 4 janvier : 685 F

Une semaine janvier - Pâques : 495 F

comprenant

- Voyage par avion Orly - Orly
- Tour de ville à Prague
- Transfert aux Monts Métallifères

- Pension complète en chambre à deux lits
- Location et cours de ski, remontées mécaniques
- Rencontre avec la jeunesse tchécoslovaque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17^e) - Tél. : 380-73-38

(Pas de restriction après la nouvelle législation sur les changes)

Se recommander de • Tribune Socialiste •

7^e Art

Le cinéma libre d'un peuple libre

Jean-Paul Fargier

En grec, cinéma signifie mouvement. Il eût été scandaleux et paradoxal que tous ceux qui ont fait du « mouvement » leur métier restent, en mai, en dehors du Mouvement. Aussi, à l'appel du syndicat C.G.T. des techniciens du film, des élèves de l'école Nationale de Photographie et de Cinéma, et des critiques des *Cahiers du Cinéma*, les gens de la profession, toutes « affaires » cessantes, se constituent en États Généraux du Cinéma. Ils siègent rue de Vaugirard, et à Suresnes.

« Nous voulons la réorganisation des moyens de production et de distribution, la suppression des censures ; nous voulons faire le cinéma libre d'un peuple libre. »

Pour pouvoir se consacrer entièrement à la réflexion organisatrice, les cinéastes créent une Commission de réalisation chargée de filmer les événements sur tous les fronts. Ainsi fut constitué un stock important de documents.

Vint le reflux. La plupart des « révoltés » de Suresnes reprirent alors sagement le chemin des studios afin de continuer leurs « affaires » : le cinéma aliénant pour un peuple aliéné. Les meilleurs, avec force honte et mauvaise conscience. Ainsi fut révélée l'absurdité du projet qui prétendait faire la révolution avec toute la profession cinématographique, comme si le cinéma n'était pas aussi le reflet et le terrain de la lutte des classes. Comme si les fabricants de « corniauds » et shabadabada n'avaient pas intérêt à ce que se perpétue le système actuel de « l'usine à rêves »...

Dès juin, des équipes montèrent quelques films à partir du stock commun. De jeunes cinéastes conséquents cherchaient à mettre le cinéma au service de la révolution. Continuant l'esprit initial des États Généraux, ils ont constitué un réseau de diffusion parallèle de films révolutionnaires. Ils répondent aux demandes des comités d'action, des sections syndicales, des groupements politiques « révolutionnaires ».

Les films disponibles actuellement sont tous reliés aux événements de mai. Rien n'empêche cependant qu'il n'y en ait d'autres par la suite concernant les autres fronts de la lutte internationale pour le socialisme. Des bobines en provenance du Mexique, du Vietnam seront bientôt distribuées.

La liste qui suit n'est pas exhaustive :

« *Le joli mois de mai* » donne un

aperçu général des événements qui ébranlèrent la France, de la fermeture de Nanterre à la manifestation tricolore des Champs-Élysées, en passant par la rue Gay-Lussac et la grève généralisée. Le commentaire dénonce la trahison des bureaucrates et appelle à la poursuite du combat.

« *Le droit à la parole* » illustre l'un des phénomènes les plus importants : la prise de la parole. Les mots des murs, les débats dans les rues, les facs et les usines. Les mots d'ordre, les tracts et les chants révolutionnaires. Le piano dans la cour de la Sorbonne et les enfants à la garderie. Dialogues entre étudiants et travailleurs à Billancourt. Et action commune à Flins.

« *Ce qu'est qu'un début* » retrace les jalons qui précèdent la lutte : Caen, Redon, les universités critiques en Allemagne, Nanterre.

« *Université critique* » explique le fonctionnement de cet instrument de lutte que se sont donné les étudiants allemands.

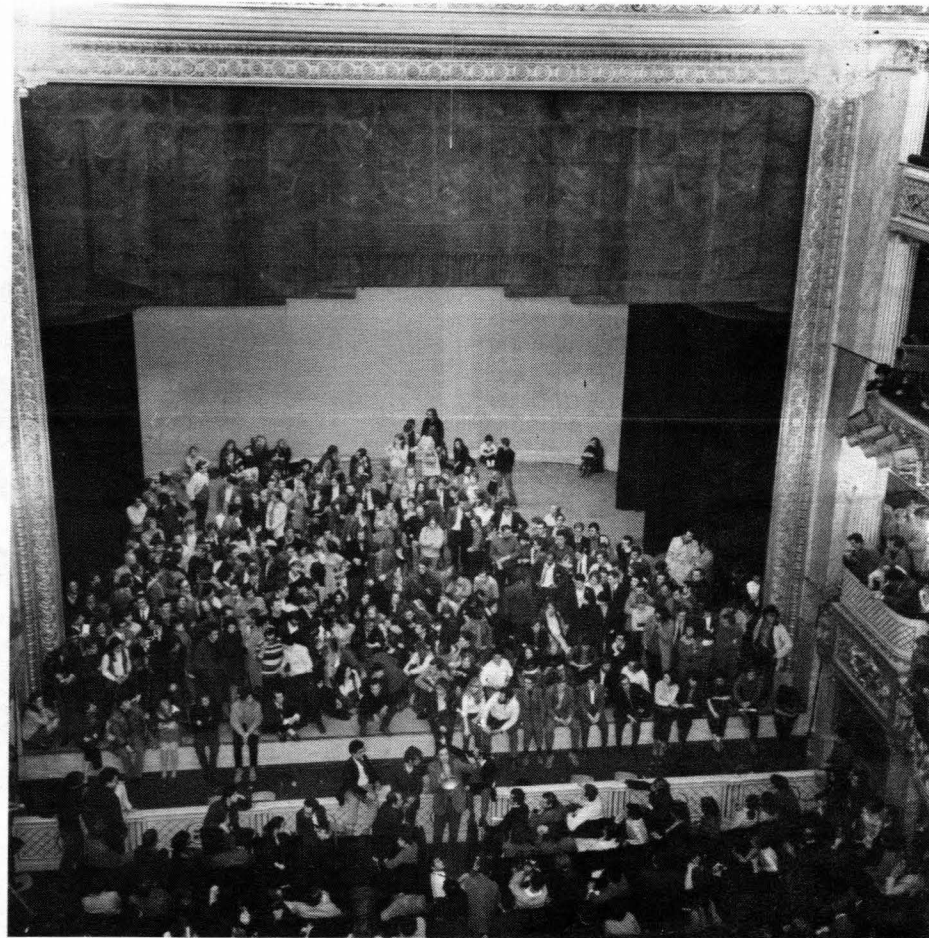
« *Nantes* » contient de vivants témoignages sur la combativité des travailleurs de Sud-Aviation, et des autres usines de la région. Début d'auto-gestion, conscience de classes, discussion sur le pouvoir ouvrier.

« *Cheminots* » s'ouvre sur une gare vide et une discussion des travailleurs du rail sur leurs salaires et condition de travail. Démonstration est faite dans une locomotive des mécanismes d'asservissement. L'un de ces cheminots se rend ensuite à la Sorbonne où il discute de ses peurs et de ses espoirs. Dialogue significatif du rapprochement profond étudiants-travailleurs et des barrières qui subsistent. Un document d'une vérité et d'une humanité très profondes.

« *Wonder* » est du même niveau de vérité. Le jour de la reprise chez le fabricant de la pile qui ne se fait qu'en usant les ouvriers. Une ouvrière déçue par les accords démobilités, refuse la perspective de retrouver le même sort, sans que rien de fondamental n'ait changé. Elle pleure, comme beaucoup l'ont fait ou ont eu envie de le faire ce jour-là. Deux délégués C.G.T. essaient de lui faire le coup de la victoire. C'est atroce. Tous les espoirs, toutes les déceptions, toutes les trahisons de mai en dix minutes.

« *Interview* ». Après la causerie « spontanée » de Goulle-M. Droit, Cohn-Bendit fait la critique.

« *14 juillet* » ou la preuve que quinze jours après les élections, le feu couve encore sous la cendre. L'opposition des abâtardis de la fête (fo-



Des hommes du spectacle s'interrogent.

A.F.P

raîne) et des enragés de la Fête (révolutionnaire) est saisissante.

« *Mikono* », enfin, le seul film personnalisé par deux signatures.

Tourné le 16 juin, l'après-midi de la reprise de la Sorbonne. La caméra s'attaque à suivre les évolutions d'un brigadier C.R.S. Le montage nous livre ses rêves érotiques. Rappel est fait de sa jeunesse : Indochine, Algérie. Mine de rien ce petit chef d'œuvre d'humour démonte l'un des mécanismes de la société répressive.

D'autres films sur mai existent ou sont encore au montage. Mais ne les ayant pas vus, je ne peux rien en dire, sinon qu'ils existent.

Ces films qui renouent avec le cinéma d'agit-prop que Lénine appelait de ses vœux, constituent par leur seule existence un défi à la légalité commerciale et politique du cinéma de consommation. L'absence de visa de censure et le format anti-commercial (16 mm) sont une garantie contre le danger de récupération esthétique. Ils sont une arme et doivent le demeurer.

Instrument au service de la révolution, ils le sont pour trois raisons au moins.

D'abord et « a priori », ils brisent la monopolisation de l'image par la classe dominante. Nous baignons dans un flot d'images qui toutes transmettent l'idéologie bourgeoise au service du capitalisme. Une information ayant d'autant plus d'influence qu'elle est portée par une image, nous avons besoin d'images révolutionnaires, si l'on peut dire, pour annuler la propagande audio-visuelle bourgeoise. Or ceci est impossible dans les structures officielles de

notre société : T.V., cinéma, radio ne peuvent pas être autre chose que les agents de l'idéologie dominante. C'est donc, en marge, clandestinement, parallèlement que doit exister le cinéma révolutionnaire s'il veut être efficace. Et il l'est puisque telles sont bien ses conditions actuelles d'existence.

Ensuite, les documents diffusés actuellement ont prouvé concrètement leur efficacité. Il suffit d'avoir assisté à quelques projections dans différents milieux pour voir à quel point ils sont d'abord une force qui lutte contre l'oubli, contre la mémoire courte, comment ils rallument la flamme révolutionnaire au spectacle de l'immense force populaire qui s'affirme à chaque image, comment ils informent sur les événements inconnus ou contre-informent sur des faits dénaturés par la presse bourgeoise et les bureaucraties. Car il n'est pas inutile que les camarades de Bordeaux voient ce qui s'est réellement passé à Flins ou à la Sorbonne, que les camarades de Lille mesurent la combativité des grévistes de Nantes. Ainsi ces films luttent contre l'ignorance des péripéties qui se déroulaient sur tous les fronts. Ils contribuent à élargir la conscience de l'amplitude du combat et ainsi à resserrer les rangs pour sa continuation.

Enfin ces films sont la promesse d'une floraison d'instruments audiovisuels de lutte, pour l'avenir, pour maintenant. Car, il ne faudrait pas ressasser toujours les mêmes souvenirs comme d'anciens combattants. Il s'agit de constituer un réseau d'Actualités Révolutionnaires assez puissant pour couvrir souterrainement toute la France.

Ces documents devraient comprendre des films d'information sur les luttes en cours, mais aussi des films didactiques, pédagogiques qui démontrent minutieusement les mécanismes de l'aliénation à tous les niveaux de l'appareil capitaliste. « Les enfants de Néant », que j'ai vu au festival d'Avignon, est un bon exemple de ces films pédagogiques qui mériteraient d'être distribués par le réseau révolutionnaire. Il montre un paysan breton quittant la terre pour s'engager chez Citroën. Embauché, apprentissage, cadence, dépersonnalisation : tout y est avec la froideur d'un constat sans appel.

Il appartient à notre parti de contribuer largement à la construction de ce réseau militant en diffusant à notre tour ces films et en participant à la création d'autres documents au service de la révolution. Déjà plusieurs sections s'y emploient. □

● Le cinéma révolutionnaire ne se limite pas aux films clandestins, pas plus que le cinéma de Mai. Godard en apporte la preuve avec « Un film comme les autres ». Faisant un film pour être distribué dans les circuits commerciaux habituels, il adopte une démarche pédagogique différente de celle des films des Etats Généraux. Il ne s'adresse pas à des « militants » mais à des « spectateurs ». Une fois de plus, Godard offre au spectateur de cinéma un

processus de désaliénation esthétique. Aux gens venus consommer du Mai-Juin labellisé Godard, il ne donne rien à voir. Il les invite par contre à entendre la Parole.

Ce film pas comme les autres est composé d'une très longue discussion d'un groupe étudiants-travailleurs du genre : bilan et perspectives du mouvement de mai; ils discutent dans l'herbe d'un terrain vague, en couleur. Ces plans sont entrecoupés de documents en noir et blanc, puisés dans le fond commun des Etats Généraux, muets.

Quand il sortira, nous verrons de plus près comment s'articulent ses divers éléments. Disons d'ores et déjà que c'est un film non sur Mai, mais sur le Présent de la lutte qui continue. Un film qui garde la Parole.

● « Les deux Marseillaises ». Je voudrais signaler au lecteur parisiens de T.S. la sortie au Saint-Séverin, à partir du 27, d'un film d'André Labarthe et Jean-Louis Comolli, « Les Deux Marseillaises », car ce film risque de disparaître assez vite des écrans. Il s'agit d'un long métrage consacré entièrement à la campagne électorale de Juin 68 à Asnières, où s'affrontaient notamment A. Chalandon, R. Hanin et C. Denis. Ce film, tourné en 16 mm, est loin d'être parfait, car il hésite entre la chronique pure et simple et le « clin d'œil » au spectateur gauchiste. Mais les films consacrés à la vie politique française sont suffisamment rares pour que la sortie de celui-ci vaille d'être signalée, et l'expérience encouragée; la démythification du personnage de l'actuel ministre du Logement et de l'acteur habitué au rôle du « Tigre », la description du style d'une candidature communiste vous feront passer une soirée politique mais distrayante (G.H.).



Suzy Rambaud
et Robert Pages.

porte-à faux fait que tous les comédiens — Dominique Dullin la mère, Pierre Baton le père, Alain Margnat le marié... tiennent ici leur juste place.

Et ce qui est donné à voir — à partir de ce qu'ils montrent de façon immédiate — c'est ce qui se trame à l'abri de leur rêve de pureté et d'ordre.

Dans notre société actuelle, l'Allemagne des lendemains de la révolution spartakiste peut être évoquée comme une mise en garde. Par peur de l'aventure, les sociaux-démocrates se sont jetés dans les bras de la Reichswehr. Derrière 1919 c'est 1929 — la crise — et 1933 — la venue au pouvoir d'Hitler — qu'il faut lire. Cette pusillanimité de la petite bourgeoisie n'est pas, pour nous, de l'histoire ancienne ou étrangère. Nous l'avons vue à l'œuvre en mai-juin à Paris, où la population a d'abord soutenu les étudiants (la jeunesse perturbatrice mais qui doit être défendue parce qu'elle est la jeunesse, encore un mythe de la petite bourgeoisie !) Après la manifestation de la gare de l'Est où la police, se surpassant, a donné une grande représentation gratuite du désordre et de la terreur, la petite bourgeoisie, vite retournée, s'est faite la complice des forces dites de l'ordre. Ce regard sur notre passé récent nous amène à tirer de Brecht la leçon qu'il n'a pas lui-même formulée. C'est le bon usage du théâtre. □

1) La Noce chez les petits bourgeois par le Théâtre de Bourgogne au « Studio 70 » (Chalon-sur-Saône).

□ A lire

Tous ces livres sont en vente à la librairie de Tribune Socialite, 54, bd Garibaldi, Paris 15^e. C.C.P. 58-26-68.

NOTRE SOCIÉTÉ

— Anès Villadary : « Fête et vie quotidienne ». Les Editions Ouvrières, 242 pages, 19 F.

A propos d'un thème cher à H. Lefebvre, l'auteur s'interroge sur la manière dont nous recevons aujourd'hui la notion de fête. Celle-ci nous concerne-t-elle encore ? Le point de vue de jeunes entre 15 et 18 ans donné dans le livre est à cet égard très révélateur.

— Jean Boniface : « Les misères de l'abondance ». Les Editions Ouvrières, 112 pages, 8 F.

Le rédacteur en chef du « Coopérateur de France » s'interroge ici sur les ombres et les lumières de la société de consommation dite de masse, à la suite de mai.

— André Cadet et Bernard Cathelat : « La publicité », préface d'E. Morin. Payot, 234 pages, 16,50 F.

Sans doute le livre de vulgarisation le plus complet et le plus intelligent sur un sujet capital et qui fait couler une encre trop souvent ambiguë ou mal informée. La publicité est-elle un mal ou un bien, ni l'un ni l'autre sans doute - tout dépend du point de vue de l'observateur. A lire de près.

— Colette Pétonnet : « Ces gens-là ». François Maspéro, préface de R. Bastide, 250 pages.

Une analyse remarquable des « cités de transit ». On aimerait une étude de la même valeur sur les habituels « grands ensembles ».

— « Pour nationaliser l'Etat ». Editions du Seuil, 238 pages.

Des signatures « illustres » posent peut-être la question la plus urgente. La nationalisation n'est sans doute pas la panacée, mais sans cette mesure nécessaire aucun socialisme n'est possible. Il faut le répéter en ces temps où les vérités les plus évidentes sont tuées ou ignorées. T.S. reprendra le dossier.

— Walter W. Heller : « Nouvelles perspectives de la politique économique », Calmann-Lévy, 282 pages, 23,30 F.

L'heure est aux problèmes financiers comme le prétendent les experts imbues. L'un des proches conseillers de J.-F. Kennedy explique ses positions. Et pourquoi ne pas lire le capitalisme et le néo-capitalisme dans le texte ?

TCHECOSLOVAQUIE

— Isabelle Vichniac : « L'ordre règne à Prague ». Fayard, 185 pages, 17 F.

L'envoyée spéciale du « Monde » fournit de nombreuses indications inédites sur la semaine d'août; des reproductions de tracts complètent ce reportage passionné, passionnant et qui vient utilement compléter les ouvrages généraux.

— Michel Tatu : « L'hérésie impossible ». Grasset, 290 pages, 21 F.

Le correspondant particulier du « Monde » reprend ses articles. La trame se dessine, en dépit d'une histoire peut-être un peu trop quotidienne. □

□ Théâtre décentralisé

Le bon usage de Brecht

Dominique Nores

Rien ici qui ne réponde à l'annonce du titre (1) : un mariage, le repas qui le suit, le brouhaha autour du cabillaud pièce maîtresse du menu, la mère « à l'honneur » parce qu'elle ne quitte pas ses fourneaux, les invités déguisés dans leurs vêtements de noces, le père toujours prêt à en placer une, même s'il ne réussit jamais à faire rire... un milieu que le jeune Brecht a connu comme nous, enfermé comme nous sommes dans l'ère historique de la petite bourgeoisie.

La pièce date de 1920 ou 23. Les premiers biographes français de Brecht ne la signalent même pas, parce que, jouée brièvement en 1926 à Frankfort, elle est restée inédite jusqu'en 1961.

En 1920 ou 23, Brecht ne sait pas qu'il sera Brecht : il crayonne sur ce qu'il voit. Mais son metteur en scène en Bourgogne, Jean-Pierre Vincent et Jean Jourdeuil le savent, Jean Jourdeuil qui, selon une méthode proposée par Francis Jeanson et prête à essayer sur la France de l'Est, assure la dramaturgie, au sens allemand du terme, c'est-à-dire la préparation, en accord avec le metteur en scène, du contenu réflexif de l'œuvre. Et parce qu'ils le savent, ils

ont préparé la pièce à la fois pour qu'elle soit visible de plein fouet et pour qu'elle parle ensuite à l'entendement des hommes qui, voyant la société dans laquelle ils vivent, ont l'intention de la changer.

Cet ensuite est essentiel. Il n'y a absolument rien dans cette *Noce chez les petits bourgeois* qui évoque la leçon politique à faire passer. De plein fouet, c'est une histoire drôle dont le comique, se systématisant devient celui d'une farce sinistre : le cabillaud n'est pas avalé que déjà la fête est menacée. Or un mariage, sans les festivités qui lui donnent son pouvoir de date, n'est pas un mariage.

Toute la pièce tient dans l'entêtement du marié à affirmer qu'« il y a de l'ambiance », alors qu'autour de la noce tout se désagrège. Ce mariage sous couronne de roses et aux accents de *Tannhäuser* est un réajustement aux coutumes petites bourgeoises — nid mitonné : on a fait les meubles soi-même en improvisant même la colle si bien que tout se défait pied après pied, accouder après accouder — et la marié est enceinte.

Une compréhension très fine de leur rapport avec cette situation en

LES CAPITALISTES JOUENT, LES TRAVAILLEURS TRINQUENT !

La comédie est finie
Le dimanche 24 ^{NOVEMBRE} mai 1968 à 20 h, de Gaulle a quitté le déguisement entretenu à grands coups de paroles ronflantes depuis 10 ans.

Fini, « l'arbitre » entre les clas-

ses, partisan d'une « troisième voie » (la participation) entre le capitalisme et le socialisme. Disparu, le père compréhensif aux intérêts de tous les Français, patrons et travailleurs. Envoyé, « le patriote » échappant à

l'emprise américaine en vertu « d'une certaine idée de la France »

Il a suffi, pour dissiper les illusions, d'un mot des vrais patrons de la France : les capitalistes.

De Gaulle a obéi.

EXPANSION NON

Rappelons les faits : après mai et juin, de larges crédits sont consentis par le gouvernement aux entreprises ; il s'agit d'investir afin de jouer à fond l'expansion.

Pour les travailleurs, cela signifie moins de chômage, le maintien d'une partie des avantages acquis à Grenelle.

Les entreprises ainsi subventionnées n'utilisent pas ces crédits à investir, mais à spéculer sur une dévaluation du franc. Le gouvernement laisse faire. Il lève même en septembre le contrôle des changes, ce qui permet une évasion plus facile des capitaux. Jusqu'à la crise : la moitié des devises amassées depuis 10 ans grâce au travail de tous les Français disparaît en quelques semaines. Le

SPÉCULATION OUI

franc, fierté du régime, est affaibli, et il faudra aller mendier des crédits américains comme un vulgaire président du Conseil de la IV^e !

« L'arbitre », « le père », « le patriote » va sévir, bien sûr !

Il va sévir, oui. Contre les travailleurs.

LA CEINTURE ET LE BATON

Les entreprises vont recevoir de nouveaux crédits, pour remplacer ceux avec lesquels elles ont spéculé.

Les travailleurs, eux, recevront des coups de bâton, s'ils n'acceptent pas sans « exhibitions » la diminution de leur niveau de vie que promettent le blocage

des salaires et la hausse des tarifs publics (c'est-à-dire, de proche en proche, de tous les prix). Les Français n'auront ni universités, ni autoroutes, ni hôpitaux, ni téléphones, ni logements. Ni non plus, d'ailleurs, de « participation », ni de droits syndicaux satisfai-

sants : le patronat a fait savoir qu'il n'en voulait pas.

Mais on a goudronné le boulevard Saint-Michel et augmenté les effectifs de la police.

Depuis le dimanche 24 novembre, ouvriers, paysans, étudiants savent que de Gaulle n'est, n'a jamais

été, qu'un agent chargé de manier le bâton au service des vrais dirigeants : les capitalistes. Grenelle mangé. La guerre déclarée aux organisations ouvrières.

C'est le vrai visage du capitalisme.

C'est lui qu'il faut abattre.

CONTINUONS LE COMBAT